

Zeitschrift: Domaine public
Band: 26 (1989)
Heft: 946

Rubrik: L'invité de DP

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 23.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'INVITÉ DE DP

Audacieux rapprochement

Comme chacun sait, le double déficit américain et le surendettement de certains pays en développement sont deux des «grands» problèmes qu'on ne manque jamais de mettre sur le tapis sitôt qu'il est question de la situation économique internationale. Le plus souvent, ces deux problèmes sont traités comme s'ils étaient indépendants. On peut cependant soutenir qu'ils sont liés. Voici pourquoi.

Consommer avant d'épargner

Le double déficit américain (des finances publiques et de la balance extérieure des paiements courants) ne fait problème que parce qu'il se superpose à la faiblesse générale de l'épargne aux Etats-Unis. Qu'il s'agisse des ménages, des entreprises, des collectivités publiques, on constate depuis assez longtemps aux Etats-Unis une tendance générale à bien vivre «aujourd'hui», c'est-à-dire sans trop épargner. Si cette insuffisance d'épargne n'était pas générale, le seul déficit des finances publiques ne ferait pas plus problème qu'au Japon ou même en Italie, où il est largement compensé par l'épargne des ménages et des entreprises.

La faible épargne nationale des Etats-Unis ne s'est cependant pas traduite par une insuffisance des investissements intérieurs, car ces derniers sont en partie financés par le reste du monde via le déficit de la balance des paiements courants. (Comme on sait, un tel déficit signifie *ipso facto* des importations nettes de capitaux, c'est-à-dire des prêts du reste du monde.)

Ce qui est étonnant avec le double déficit américain et surtout avec le déficit extérieur, c'est qu'il dure depuis le début de l'ère Reagan, donc depuis bientôt dix ans (!), sans qu'il ait provoqué cet effondrement, ce

crash landing, cet «atterrissage forcé» du dollar dans lequel la plupart des économistes voyaient l'issue, fatale et inexorable, du laisser-aller américain en matière de finances intérieures et extérieures. Tout au contraire, le dollar paraît (répétons-le: «paraît») avoir amorcé une nouvelle phase ascendante depuis le début de 1988 alors que le déficit extérieur des USA semble vouloir s'aggraver...

Une explication possible, qu'on entend parfois, est que le monde serait à tel point infatué de la monnaie américaine qu'il continue d'acquérir des actifs libellés en dollars quels que soient les déséquilibres des USA.

Le tiers monde n'a pas la cote

Une autre explication, qu'on peut trouver moins sentimentale et plus plausible, est que l'épargne qui se dégage dans les pays matures et riches, comme l'Europe occidentale et le Japon — et qui devrait se dégager aux Etats-Unis, n'était leur laisser-aller — cette épargne devrait normalement aller s'investir dans les pays en développement où se trouvent des ressources non encore mises en valeur, une main d'œuvre bon marché et qui ne demande qu'à travailler pour mieux vivre, des marchés à créer — bref, toutes sortes de possibilités pour des investissements rentables.

Or, si cette épargne ne se dirige pas vers le tiers monde, lequel tendrait plutôt, comme on sait, à exporter du capital par solde net, mais se dirige vers les Etats-Unis, permettant ainsi à ces derniers de vivre durablement «au-dessus de leurs moyens», c'est pour deux raisons principales. Premièrement, il y a le surendettement des pays en développement (on y arrive!), problème non encore résolu même si le plan Brady représente un

pas dans la bonne direction. Mais il y a aussi ce qu'il faut bien appeler la mauvaise gestion économique et politique qui hélas caractérise bon nombre de pays en développement et qui, précisément, empêche l'épargne privée des pays matures et riches d'aller s'y investir. Car on peut penser que l'aide publique au développement provenant des pays industrialisés ne se matérialisera sans doute jamais sur une échelle suffisante et n'atteindra sans doute jamais à une efficacité économique susceptible de remplacer les investissements privés qui, eux, par leur volume potentiel, pourraient accélérer sensiblement la fin du sous-développement.

Jean-Christian Lambelet

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. Jean-Christian Lambelet est professeur au département d'économétrie et d'économie politique (DEEP) de l'Université de Lausanne et à l'Institut des hautes études internationales (HEI) de Genève.

Les sous-titres sont de la rédaction.

ECHOS DES MÉDIAS

La première pierre du Centre de communication multimédias (CCMM) a été posée à Vernier près de Genève. Le quotidien *La Suisse* y sera imprimé dès l'année prochaine.

La radio locale de Winterthur *Radio Eulach* a réalisé un excédent de recettes en 1988 et versera un dividende de 4%, comme l'année précédente. C'est, semble-t-il, la seule radio locale suisse à verser un dividende à ses actionnaires.

Radio Riesbach, une radio pour les auditeurs du quartier du même nom, à Zurich, a fêté son cinquième anniversaire. Les émissions n'ont lieu que quelques heures chaque semaine et sont produites par des bénévoles. Les frais d'exploitation sont de 12'000 francs par année. Une enquête a permis de constater qu'il y a 1230 auditeurs réguliers âgés de plus de 15 ans.